

# FLASH INFO

Le 20 septembre 2017

## **Nouveau plan national loup : les ministres cèdent sous la pression de quelques associations écologistes !**

Les principales organisations agricoles ont claqué la porte de la dernière réunion préparatoire du nouveau Plan National d'Action Loup organisé par les deux ministères (de la transition écologique et solidaire et de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt) en charge de la gestion du loup, mais aussi en charge de la défense des éleveurs français.

La Fédération Nationale des Chasseurs (FNC) est solidaire des représentants des éleveurs qui sont en colère et qui ne comprennent pas que le Gouvernement fasse le choix politique de privilégier une augmentation exponentielle des loups dans notre pays au détriment de l'élevage français.

Le coût budgétaire en indemnisation et en mesures de prévention aux dommages du loup aux exploitations d'élevage dépasse aujourd'hui les 26 millions d'€ annuel (contre 4 millions d'€ 10 ans auparavant) et l'on peut estimer que le coût budgétaire global de l'animation du plan loup se situerait déjà entre 30 et 40 millions d'€.

Les Ministères en charge de l'écologie et de l'agriculture, viennent d'annoncer les nouveaux éléments de cadrage du prochain Plan National d'Action sur le loup pour 2018-2023. Si la mise en place progressive d'une gestion adaptative et différenciée de l'espèce selon les massifs va dans le bon sens, la Fédération Nationale des Chasseurs déplore cependant que ces premières orientations :

- Ne reconnaissent pas l'investissement des milliers de chasseurs, qui participent bénévolement au réseau de suivi & connaissance du loup ;
- N'intègrent aucune action de recherche & suivi concernant l'impact du loup sur les populations de grands ongulés,
- Ne prévoient aucun suivi budgétaire complet de la mise en œuvre des mesures de ce plan d'action;
- S'orientent vers une réduction des tirs de prélèvements au profit des tirs de défense.

Enfin, la FNC s'étonne de la nouvelle orientation qui vise à la suppression progressive des tirs de prélèvements réalisés par des chasseurs dans le cadre d'actions de chasse au grand gibier, lui préférant la mobilisation d'une brigade mobile d'intervention de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage.

A l'heure où le Gouvernement cherche à faire des économies dans tous les secteurs, comment les deux ministres peuvent-ils faire le choix de gaspiller l'argent public en augmentant le nombre d'agents publics dont la seule mission sera de suivre et éventuellement contrôler les populations de loups ?

---

## FLASH INFO

Cette étatisation de la gestion du loup est contraire au bon sens alors que les éleveurs comme les chasseurs sont prêts à participer bénévolement à la diminution des populations de loups.

Si la mise en place progressive d'une gestion adaptative et différenciée de l'espèce selon les massifs va dans le bon sens les propositions des deux ministres ne permettront pas aux éleveurs de poursuivre leur métier et engendreront une perte de biodiversité considérable dans de nombreuses zones lorsque les éleveurs auront quitté les montagnes.

Pour la FNC, le bon sens voudrait que l'on augmente la pression de prélèvement pour stabiliser l'effectif de loup en France et retrouver un équilibre par massif entre la présence du loup, l'activité pastorale et la faune sauvage. Avec aujourd'hui plus de 57 zones de présence permanente, une population qui dépasse les 360 individus et qui a été multipliée par deux en 10 ans, le loup n'est plus une espèce en voie de disparition. Sa population doit maintenant être adaptée aux spécificités locales et ne pas provoquer un déséquilibre avec les autres espèces sauvages ou avec l'élevage agricole.

La Fédération Nationale des Chasseurs a réuni en urgence un groupe spécifique composé de chasseurs représentatifs de toutes les régions concernées par le loup. Elle fera des propositions concrètes aux Ministères pour le prochain plan national loup 2018-2023.

Devant tant de dogmatisme, nous comprenons que les principales formations syndicales agricoles aient quitté la table des négociations. Pour ce nouveau Plan National d'Action Loup, la Fédération Nationale des Chasseurs prône une mise en œuvre flexible et réaliste de la Directive Natura 2000, ce qui éviterait des conflits inutiles sur les territoires ruraux de France et permettrait une meilleure coexistence avec ce grand prédateur.

**André MUGNIER**  
Président Commission Grand-Prédateur

**Willy SCHRAEN**  
Président Fédération Nationale des Chasseurs